



EDITORIAL

LE DÉBAT SUR L'IRAN ne cesse d'alimenter les médias du monde et s'articule autour d'un renouveau diplomatique entre les États-Unis et l'Iran, depuis l'élection du président Obama. La reprise du dialogue entre les deux pays ne se limite pas seulement à la question nucléaire, mais *a priori* aux retombées régionales d'un rapprochement irano-américain. Lorsque nous avons organisé notre conférence annuelle autour d'un renouveau international de la politique étrangère américaine et des enjeux d'une nouvelle diplomatie au Moyen-Orient, nos débats se sont concentrés sur un éventuel dialogue entre Washington et Téhéran. Les enjeux géostratégiques d'un tel rapprochement constituent la base d'une transformation géostratégique régionale non annoncée. Néanmoins, les spécialistes invités à se prononcer sur les enjeux géostratégiques entre les États-Unis et l'Iran, ont proposé des lectures différentes de ce que pourrait contenir une stratégie de dialogue entre les deux pays.

Partant d'un constat de 30 années de méfiance et de crises successives, il apparaît que les deux pays sont confrontés à des enjeux géostratégiques et géopolitiques dont les retombées sont mondiales. D'une part, le questionnement porte sur la forme et le contenu d'un dialogue bilatéral direct remettant en question la politique offensive des deux pays. D'autre part, il convient d'étudier la dimension régionale de ce dialogue qui recompose le cadre régional dans lequel l'Iran est considéré comme un acteur majeur de coopération et de stabilité internationale.

Dans cette livraison, les analyses exposées partent du postulat que l'ouverture avec l'Iran se ferait avec Obama. Elles sont, en particulier, basées sur son discours de campagne et d'investiture à la Maison Blanche. Néanmoins, Les relations entre les États-Unis et l'Iran doivent également être analysées à travers les cinquante dernières années, sans négliger les années de Bush et les conséquences qui affectent le monde. La sortie de ces années caractérisées par la guerre, le terrorisme, et le déclin économique sont autant de facteurs déstabilisateurs à long terme. Au-delà de l'intérêt économique vital de l'approvisionnement en énergie et de la sécurité par la

politique globale d'endiguement du terrorisme, il s'agit également d'une intangible, mais néanmoins réelle confrontation des consciences collectives de deux peuples. Il est juste d'indiquer que pour la moitié du siècle dernier, Américains et Iraniens ont été confrontés, l'un comme l'autre, aux profonds changements opérés dans la région.

Propulsée dans le discours du nouveau président Obama, la détente internationale avec les États-voyous qu'avait désignés son prédécesseur, semble aujourd'hui faisable compte-tenu de la sévérité de la crise économique et financière, et du nécessaire renouveau international des États-Unis. Si la nouvelle stratégie américaine au Moyen-Orient et en Asie centrale devient enfin efficace, alors les conséquences se feront sentir dans l'ensemble du monde. Voilà pourquoi le discours de Barack Obama adressé aux Iraniens pour le nouvel an sur les actions qu'il entendait engager – message qui a suscité une réponse directe du Guide de la révolution Khamanai – était le plus important qu'il ait donné sur l'Iran depuis son élection. On le sait, Obama considère qu'il faut se détourner de l'Irak pour extirper les racines d'Al-Qaïda en terres afghane et pakistanaise, là où George W. Bush a échoué. La guerre en Irak, déclenchée le 20 mars 2003 avec enthousiasme et sans aucune considération humanitaire, a permis l'émergence de nouveaux acteurs de la réalité conflictuelle irakienne. Huit ans d'errements et de légèreté ont enlisé l'Occident dans une guerre ruineuse et inefficace. Obama le sait pertinemment. Comme il sait qu'il est impossible d'occuper l'Afghanistan ou d'attaquer l'Iran sur la question nucléaire. La donne géostratégique a changé.

Les lueurs du dialogue entre les deux pays ne commencent qu'avec l'actuel président américain. À l'élection de Khatami à la présidence de l'Iran en 1997, l'administration de Clinton avait perçu une lueur d'espoir pour l'amélioration des relations bilatérales. Néanmoins, Bill Clinton avait réitéré la position de la politique américaine pour un rétablissement des relations entre les deux pays : abandon du terrorisme par l'Iran, cessation de l'opposition aux efforts américains de paix au Moyen-Orient et arrêt de la poursuite des efforts en vue de se doter d'armes nucléaires. En mars 2000, le Secrétaire d'État, Madeleine Albright, a reconnu officiellement le rôle des États-Unis dans le renversement de Mossadegh en 1953. En voulant sortir de la rancune historique des années de crises, le dialogue s'annonce difficile devant les préjugés profonds qui corrént les deux politiques étrangères. S'agit-il d'une repentance politique ou d'une reconnaissance d'un acteur indiscutablement majeur dans la région ?

Pour améliorer la nature des relations entre les États-Unis et l'Iran, cette nouvelle stratégie de dialogue encore non amorcée devrait être fondée sur un gigan-

tesque pari : si les États-Unis – qui viennent d’annoncer la possibilité de réduire considérablement leurs armements, d’interdire les essais et de limiter la production mondiale de matériaux à usage nucléaire – réalisaient ces actions, que deviendrait le complexe militaro-industriel ? Sommes-nous dans une phase nouvelle de régulation géostratégique internationale où le rapport de force serait en faveur des puissances régionales émergentes ?

L’Iran est hostile à la présence des troupes américaines en Irak, en Afghanistan ainsi que dans le golfe Persique et demande régulièrement aux États-Unis d’en retirer leurs troupes. L’efficacité d’un dialogue serait le début de négociations de sortie de crise et du rétablissement à moyen terme de relations diplomatiques. C’est en effet le point nodal sur lequel s’articule toute la stratégie de Téhéran : gagner du temps pour mieux s’organiser avec l’ensemble des fractions internes et des acteurs régionaux susceptibles d’interférer dans ce processus de dialogue. Néanmoins, il demeure une interrogation essentielle, à savoir, le rôle joué par Israël dans ce processus de dialogue et de réouverture du dossier nucléaire à trois en écartant l’Europe de la région. Cette probabilité serait une prévention des conflits régionaux, une priorité pour le président Obama et sa vision internationale de ce nouveau diplomatique.

Chronologie des relations américano-iraniennes

1951-1953

En 1951, le Parlement iranien vote en faveur de la nationalisation de l’industrie pétrolière, jusque-là aux mains de l’Empire britannique. Les scientifiques britanniques sont expulsés. Le nationaliste Mohamed Mossadegh est élu démocratiquement et devient Premier ministre. En 1953, la CIA lance « l’Opération Ajax », en soutien au coup d’État militaire qui renverse le gouvernement de Mossadegh. La monarchie est rétablie.

1955

Dans un contexte de guerre froide, l’Iran s’allie aux États-Unis. Téhéran rejoint ainsi le Pakistan et le Royaume-Uni au sein du pacte de Bagdad, un accord conclu entre Washington, la Turquie et l’Irak, dans le but de contenir l’influence soviétique.

1957-1959

L’Iran et les États-Unis signent un accord de coopération civile pour la recherche sur l’utilisation pacifique de l’atome. Dans ce cadre, les États-Unis cèdent à Téhéran un réacteur nucléaire de recherche.

1974

L'Iran du shah entame la construction d'une centrale nucléaire dans la région de Bouchehr.

1979

La Révolution islamique a renversé le shah, permettant à l'ayatollah Khomeiny, de retour d'exil, de prendre le pouvoir. Khomeiny suspend le programme nucléaire iranien. En novembre, des étudiants islamiques, exigeant l'extradition du shah alors soigné aux États-Unis pour un cancer, prennent d'assaut l'ambassade américaine à Téhéran. Une soixantaine de personnes sont prises en otage. Elles ne seront libérées qu'en 1981, après plus de 400 jours de captivité. C'est le début d'une grave crise entre l'Iran et les États-Unis.

1980

Le président américain, Jimmy Carter, rompt les relations diplomatiques avec l'Iran. Elles n'ont toujours pas été rétablies à ce jour.

1986

Le scandale de « *l'Irangate* » éclate. Washington, qui soutient officiellement l'Irak dans la guerre qu'il livre à l'Iran, aurait envoyé un émissaire à Téhéran pour vendre des armes aux Iraniens. En échange, les États-Unis obtiennent la libération d'otages américains retenus au Liban par un groupuscule pro-iranien.

1988

Les États-Unis abattent « par erreur » un avion iranien effectuant un vol commercial au-dessus du golfe Persique. Quelque 290 passagers de l'Airbus trouvent la mort.

1989

3 juin 1989 : Mort de l'ayatollah Ruhollah Khomeiny, fondateur de la République islamique en 1979.

1993

Un attentat à la voiture piégée vise le World Trade Center, à New York. L'attaque fait 6 morts et près de 1 000 blessés. Washington met en cause l'Iran.

1995

Les tensions s'accroissent : les États-Unis imposent un embargo économique à l'Iran.

1996

Le Congrès américain adopte des sanctions contre les sociétés qui investissent dans le pétrole ou le gaz en Iran.

2002

Après les attentats du 11 septembre 2001, et le début de l'intervention américaine en Afghanistan, le président George W. Bush désigne l'Iran comme faisant partie de « l'axe du mal ». L'Iran avait cependant condamné les attaques.

2003

L'Allemagne, la France, et la Grande-Bretagne, dit UE3, proposent des négociations à l'Iran sur le nucléaire. Un accord entre l'UE3 et l'Iran. Téhéran accepte d'appliquer le protocole additionnel au traité de non-prolifération (TNP), qui permet des inspections inopinées de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

2005

Alors que les États-Unis sont désormais engagés dans la guerre d'Irak, le président américain George W. Bush va jusqu'à évoquer une éventuelle intervention en Iran pour empêcher Téhéran de se doter de l'arme nucléaire. L'ultra-conservateur Mahmoud Ahmadinejad devient président de la République islamique. Il exclut toute relation avec les États-Unis. Refusant la proposition de l'Union européenne (UE) d'un pacte de coopération sur le nucléaire civil, le nouveau président iranien annonce son intention de reprendre la conversion d'uranium dans son usine d'Ispahan.

Une résolution de l'AIEA (la Russie et la Chine s'abstiennent) prévoit un recours implicite au Conseil de sécurité des Nations unies.

2006

Ahmadinejad propose de tenir avec les Américains un débat à l'Assemblée générale de l'ONU. George W. Bush refuse.

Mahmoud Ahmadinejad écrit à George W. Bush pour proposer de «nouveaux moyens» de régler les tensions dans le monde, geste sans précédent depuis la révolution en 1979.

2009

Le nouveau président américain, Barack Obama, affirme son souhait d'entamer le dialogue avec l'Iran pour résoudre la crise qui oppose les deux pays. L'Iran a demandé à Ankara de l'aider à rétablir des liens avec les États-Unis, après 30 ans de relations conflictuelles, a déclaré le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan dans une interview au quotidien britannique *The Guardian*, du 25 février.

